



# SENEGAL

**ALLOCUTION  
DE SON EXCELLENCE  
MAITRE ABDOULAYE WADE,  
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE  
DU SENEGAL,  
AU DEBAT GENERAL DE LA 64<sup>ème</sup> SESSION  
ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
DES NATIONS UNIES**

**New York, le 24 Septembre 2009**

**Vérifier au prononcé**

- **Monsieur le Président de l'Assemblée Générale,**
- **Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**
- **Mesdames, Ministres les Ministres,**
- **Mesdames, Messieurs les Chefs de Délégation,**
- **Monsieur le Secrétaire Général,**
- **Mesdames, Messieurs,**

Nous voici, une nouvelle fois, réunis ; mais cette fois, à un moment où l'humanité affronte de nombreux problèmes, aussi difficiles les uns que les autres, comme s'ils s'étaient donné rendez-vous : crise agricole, crise économique et financière, péril environnemental, maladies mortelle tenaces.

De toute façon, nous sommes condamnés à nous en sortir. Il n'y a pas d'autre choix. Nous devons et nous pouvons réussir. Les multiples concertations autour de ces problèmes, à tous les niveaux, montrent que nous sommes de plus en plus conscients des dangers pour nous et les générations futures.

Croyant fondamentalement au génie de l'homme, à sa capacité d'imagination et de créativité pour sortir des situations les plus difficiles, je suis à la fois optimiste et conscient du prix qu'il faudra payer.

C'est à cela que nous sommes mobilisés ici et ailleurs ; la seule question étant de savoir comment coordonner les multiples actions pour accélérer le processus de sauvetage.

Mais, avant d'aller plus loin, je souhaite féliciter très chaleureusement le Dr Ali Abdussalam Al TREKI qui a la charge de guider les travaux de cette 64<sup>e</sup> Session de l'Assemblée générale.

Vous connaissant de longue date, Monsieur le Président, le Sénégal se réjouit de votre nomination et exprime sa confiance en vos qualités humaines et professionnelles pour mener à bien votre mission.

Je rends hommage au Père Miguel d'Escoto BROCKMAN, Président de la 63<sup>e</sup> Session, pour sa contribution aux efforts de revitalisation de l'Assemblée générale. Son engagement et son dynamisme sont connus. J'ai admiré son intelligence, sa vivacité d'esprit et la délicatesse dont il fait montre dans ses relations.

Au Secrétaire général Ban KI-MOON le Sénégal renouvelle son soutien dans sa tâche bien délicate, face aux questions nombreuses et urgentes qui interpellent l'Organisation.

Cette 64<sup>e</sup> Session de l'Assemblée générale s'ouvre donc dans une tourmente multiforme.

La crise financière et économique, qui par son ampleur, a surpris plus d'un, révèle surtout l'impasse de la pensée économique contemporaine.

En mettant en lumière l'insuffisance de nos capacités d'analyse et de prévision, elle invite surtout à un exercice partagé des responsabilités, à la fois dans la gestion de ses effets immédiats et la recherche de réponses à long terme.

Pour les solutions, gardons-nous alors de répéter les mêmes erreurs d'idées reçues et de solutions toutes faites.

Qu'il s'agisse de l'environnement, de la gouvernance politique et économique ou du développement, le monde ne peut s'affranchir d'une nouvelle manière de penser et d'agir et, en conséquence, de l'impératif de modification de nos attitudes.

Ayant moi-même plaidé, souvent avec insistance, pour une participation pleine et entière de l'Afrique dans la réflexion sur la gouvernance mondiale, je me réjouis de l'élargissement progressif du cadre de concertation du G8 et du G20.

Je regrette seulement que ma proposition de mise en place d'un Shadow G20 composé des meilleurs experts du monde mais ouvert à tous ceux qui sont porteurs d'idées, ne soit pas réalisée.

A l'évidence, les Chefs d'Etat, désignés par leurs peuples sur la base de critères politiques, ne sauraient, comme par miracle, se transformer en savants polyvalents universels. Ils doivent s'en tenir à un rôle politique, voire stratégique et s'appuyer sur la compétence des experts.

C'est par un dialogue ouvert à tous que nous pourrions saisir la diversité de nos situations respectives et apporter de vraies réponses aux vrais problèmes.

Il est donc tout indiqué que le thème de cette 64<sup>e</sup> Session porte sur « *Les réponses efficaces aux crises mondiales : renforcement du multilatéralisme et*

*du dialogue entre les civilisations, en faveur de la paix internationale, de la sécurité et du développement ».*

Les défis actuels, à la fois complexes et planétaires, appellent forcément des solutions novatrices et concertées si nous devons réussir.

Cela est particulièrement vrai pour les problèmes liés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire.

**La réalisation, à l'échéance convenue, de l'objectif premier du Millénaire pour le Développement, visant à réduire de moitié, d'ici 2015, le nombre de personnes souffrant de la faim, nous engage à mettre en œuvre une autre approche de la coopération internationale ; une approche fondée sur le soutien à l'agriculture, en lieu et place de l'assistance alimentaire qui ne devrait répondre que de manière ponctuelle à des circonstances exceptionnelles.**

Le développement de l'agriculture pour une sécurité alimentaire durable en Afrique passe nécessairement par la maîtrise de l'eau, la disponibilité des équipements, l'accès des producteurs aux intrants et une bonne organisation des filières de production, de stockage, de transformation et de commercialisation des produits agricoles.

C'est pourquoi le Sénégal souhaite que ces questions essentielles, et d'autres, comme la régulation des marchés agricoles et la recherche scientifique pour accroître la productivité, figurent en bonne place dans l'agenda du **Forum agricole des Régions du Monde** prévu à Dakar en Janvier 2010, et du Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire proposé par le G8.

Au demeurant, si les conditions sont réunies, il n'y a aucune raison pour que l'Afrique ne puisse assurer, par elle-même, sa propre sécurité alimentaire.

Mieux, ses énormes ressources foncières et hydriques prédisposent le Continent à devenir le grenier du monde.

**Mais nous devons, pour ce faire, éviter le piège vicieux de la cession des terres à des étrangers qui arrivent avec des millions de dollars. Le G8 s'en est inquiété, à juste titre, lors de son dernier Sommet en Italie.**

Selon des estimations récentes, entre 15 et 20 millions d'hectares ont fait l'objet de tractations financières depuis trois ans, surtout en Afrique. Nous, Africains, devons avoir pour vocation de devenir des fermiers sur nos propres terres et non des ouvriers agricoles pour planteurs étrangers détenteurs du capital.

Le Sénégal, comme je l'ai indiqué à plusieurs reprises, ne saurait, en ce qui le concerne, se résoudre à cette pratique qui, sans aucun doute, videra, à terme, nos campagnes pour créer de nouveaux pauvres qui, par millions, viendront grossir les bidonvilles et la masse des candidats à l'émigration clandestine.

Par contre, tirant parti de nos complémentarités, nous, du Nord et du Sud, pouvons promouvoir un partenariat gagnant-gagnant où investisseurs et communautés de base s'associent pour mettre en valeur la terre africaine sans dépossession.

Le Sénégal a réussi, en un temps record, à donner une réponse positive à la crise alimentaire, avec, pour la deuxième année consécutive, la **Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA)** qui nous vaut d'excellents résultats.

Nous comptons renforcer cette option d'autosuffisance alimentaire avec la syndicalisation des producteurs ruraux, selon le modèle du Québec.

Dans ce sens, nous mettons actuellement en place une « **Banque verte** », **banque des agriculteurs, des pêcheurs et des éleveurs**, qui sera un instrument d'appui au financement de ces filières. Il s'agit là d'une audacieuse innovation, une Révolution verte que nous voulons réussir.

Au plan global, je pense qu'au delà de ses effets indésirables, la crise actuelle a un côté positif en ce sens qu'elle stimule l'esprit de créativité, d'initiative et de combativité. Si le Secrétaire Général n'avait pas lancé son appel pathétique de Rome il y a deux ans, je n'aurais peut être pas eu de défi de cette dimension à relever en imaginant la GOANA.

Et parce qu'il y va du sort de nos peuples, nous avons la responsabilité première de réaliser, par nous-mêmes, les conditions d'un avenir meilleur.

**Il reste que les efforts internes resteront toujours vains sans un environnement international assaini, débarrassé des pratiques spéculatives**

**de l'économie virtuelle et des traitements asymétriques injustes (subventions et autres pratiques inéquitables).**

Dans ce contexte, les pays africains non producteurs de pétrole continuent de subir de plein fouet les contrecoups de la hausse des prix du pétrole à la faveur de pratiques spéculatives, sur lesquelles nous n'avons aucune prise parce que relevant de l'Oligopole du pétrole.

Des économies comme les nôtres, qui, jusque là, affichaient un taux de croissance moyen de plus de 5%, se retrouvent ainsi brutalement fragilisées par une inflation importée.

C'est pourquoi le Sénégal appuie et encourage le dialogue entre producteurs et consommateurs lancé au sein du **Forum international de l'énergie** pour une meilleure transparence du marché du pétrole et la prise de mesures effectives contre les pratiques spéculatives qui ruinent les économies des pays importateurs.

Pour ma part, en application de la « Wade formula », j'ai proposé un Fonds de lutte contre la pauvreté alimenté par des contributions volontaires des pays africains producteurs et des compagnies pétrolières travaillant en Afrique, au nom du principe de la responsabilité sociale. Ce fonds pourrait être géré paritairement ou confié à la Banque Mondiale.

Dans ce même ordre d'idées, je me félicite de l'extension de la Facilité de protection contre les chocs exogènes aux pays bénéficiant de l'Instrument de soutien à la politique économique.

**Mesdames et Messieurs,**

La Session spéciale sur les changements climatiques confirme un constat largement partagé: si nous ne changeons pas nos modes de production et de consommation, c'est l'avenir même de l'Humanité qui sera en péril.

Mais nous devons admettre que nous n'avons pas agi suffisamment pour inverser les tendances négatives.

La nature nous fait subir au quotidien les conséquences néfastes de nos propres agressions contre elle sous les formes les plus diverses: inondations, sécheresses cycliques, désertification, érosion côtière, autant de dérèglements

qui préfigurent des phénomènes encore plus dévastateurs. Il y a donc urgence d'un consensus international pour sauver la planète.

Pour la survie de tous, chacun doit faire l'effort d'un comportement plus respectueux de l'environnement, pour une société plus sobre en émissions de gaz à effets de serre.

Et puisque selon l'heureuse expression du Secrétaire général, « **nous nous trouvons maintenant au seuil d'un autre âge, celui de l'économie verte** » ayons le courage de le franchir pour nous mêmes et les générations futures.

L'Afrique, en ce qui la concerne, veut assumer sa part de responsabilité dans ce renouveau écologique nécessaire.

C'est le sens du projet de « **la Grande Muraille Verte** », de Dakar à Djibouti, commun à tous les pays traversés, soit 7000 km de long sur 15 km de large, et que le Sénégal a la responsabilité de coordonner.

Avec l'aide d'experts venant du monde entier, nous avons pu sélectionner des plantes adaptées aux conditions climatiques assez arides de la zone sahélo saharienne.

En même temps, nous avons décidé d'aménager tout au long de cette Muraille des bassins de rétention d'eau de pluie selon un modèle que nous avons réalisé au Sénégal avec environ 250 bassins.

Les pays africains impliqués dans la construction de la GMV se chargent chacun, de la mise en œuvre au plan local par une Agence Nationale.

A l'échelle continentale, les agences nationales sont coordonnées par une **Agence Panafricaine de la GMV** adossée sur l'Union Africaine.

Je souhaite que l'ONU s'associe à ce projet qui contribue à la sauvegarde de l'environnement mondial avec la mobilisation de soldats « anti désert » sur le même style que les soldats au service de la paix.

Je voudrais saluer ici la participation de jeunes ivoiriens, garçons et filles, qui n'étaient pas directement concernés par la désertification, mais qui ont participé spontanément à la réalisation de la **GMV**, à côté de leurs camarades sénégalais.

Ces jeunes, par delà les frontières artificielles créées par la colonisation, sont en train de se déterminer eux-mêmes pour s'approprier le combat pour l'avenir de l'Afrique.

Cette expérience pourrait être le prélude à la création d'un large mouvement « **Jeunesse sans frontières** » regroupant les jeunes africains.

Tous les messages pourraient passer par eux, notamment la lutte contre le SIDA, le mariage précoce et l'excision.

En attendant l'aide extérieure, le Sénégal a déjà construit près de 525 km de la **GMV**. Le projet est également en cours au Mali et le Tchad suivra bientôt.

Par la restauration progressive de l'écosystème sahélo saharien, la Grande Muraille Verte contribuera, par la séquestration des gaz à effet de serre, à la lutte mondiale contre le réchauffement de la planète

Je remercie l'Union Européenne pour le soutien qu'elle nous a annoncé.

Je salue l'initiative du Président Sarkozy qui a consisté à envoyer sur ce front, le seul qui vaille, des soldats pour planter des arbres et construire des bassins de rétention.

Je souhaite que cette initiative puisse inspirer d'autres pays qui ont les moyens humains et matériels d'appuyer le projet de la **GMV**.

**Face à la gravité de la situation, le péril environnemental devrait, à mon sens, être considéré comme une menace à la paix et à la sécurité internationales.**

**S'il en est ainsi, pourquoi alors ne pas assigner de nouvelles missions internationales pour les armées nationales ?**

A l'instar des Opérations de Maintien de la Paix, le Sénégal propose la création d'un mécanisme d'**Opérations de Sauvegarde (ou de restauration) de l'Environnement** sur une base volontaire d'engagement des armées selon des modalités à convenir.

Dans le cadre d'activités civilo-militaires, les pays qui le souhaitent pourraient ainsi mobiliser des contingents pour une durée déterminée, afin d'aider à la

réalisation de projets environnementaux comme la Grande Muraille Verte, l'édification du « Mur de l'Atlantique » contre l'érosion côtière.

Au Sénégal, nous réalisons en bordure de mer un mur en béton armé de 3 à 4 mètres de profondeur et 40 cm de large, assis sur le socle imperméable pour arrêter l'érosion marine qui menace d'emporter plusieurs pays d'Afrique.

Efficacité garantie. Inconvénient : le coût élevé (1,5 million de dollars le km). De Casablanca à Cotonou, soit environ 5 000 km de côtes sensibles, le coût total serait d'environ de 7,5 milliards de dollars. Il paraît que si l'Humanité s'arrêtait seulement pendant trois mois de fabriquer des armes qui tuent et d'affecter les sommes correspondantes à l'opération « Mur de l'Atlantique », le danger serait quasi – définitivement écarté pour cette partie de l'Afrique.

### **Mesdames et Messieurs,**

Depuis maintenant 16 ans, la réforme du Conseil de Sécurité occupe une place importante de notre ordre du jour.

Il est paradoxal qu'une Organisation universaliste par sa vocation, reste toujours verrouillée, 64 ans après sa naissance, par la nature élitiste de sa principale instance de décision.

Le Président Kadhafi a résumé notre position.

L'Afrique étant le seul continent absent dans la catégorie des membres permanents alors qu'elle occupe 70% des travaux du Conseil, il convient de réparer cette injustice historique en lui allouant hic et nunc, en dehors même de la réforme générale, un siège avec droit de veto qui pourrait être occupé par le Président en exercice de l'Union Africaine.

Faisons en sorte que la présente Session soit celle du dénouement pour la réforme du Conseil, afin de concentrer nos efforts sur d'autres urgences.

Et au nombre de ces urgences, figure encore et malheureusement, la tragique situation au Moyen-Orient.

Tout comme il reconnaît au peuple israélien le droit de vivre en paix, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues, le Sénégal

soutient fermement les justes et légitimes revendications du peuple palestinien pour un Etat viable, libre et indépendant.

Ces revendications sont une exigence moralement fondée et conforme au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le Sénégal rejette la violence sous toutes ses formes.

La poursuite par Israël des activités illégales sur le territoire palestinien est contreproductive.

Les colonies de peuplement, les expropriations et le bouclage des territoires, constituent un obstacle sérieux au processus de négociation et retardent la perspective d'une ère de paix pour tous les peuples de la sous région.

Le Sénégal soutient la vision de deux Etats, israélien et palestinien, telle que rappelée ici hier par le Président Barack Obama.

**S'agissant de la situation en Afrique**, le Sénégal se réjouit des avancées significatives dans le règlement pacifique des différends et le processus d'intégration pour la constitution des Etats-Unis d'Afrique.

Le parachèvement de l'unité africaine offre la seule réponse crédible aux défis que nous imposent la mondialisation, la construction des grands ensembles et la redéfinition des règles de la gouvernance mondiale.

C'est aussi une condition essentielle à l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables sur le Continent.

Et c'est sur la foi de cet idéal de paix que le Sénégal continue de s'investir dans le règlement pacifique des différends en Afrique.

A ce titre, je me réjouis de la normalisation de la situation en République sœur de Mauritanie suite à l'Accord de Dakar de juin 2009.

Cet Accord a été conclu, il faut le rappeler, grâce au soutien du Groupe de contact international durant tout le processus de négociation.

Aux uns et aux autres, je renouvelle mes félicitations et mes remerciements.

En République sœur de Guinée Bissau, je salue le retour progressif de la stabilité après les élections présidentielles reconnues et acceptées par tous comme libres et transparentes.

En tant que voisin, le Sénégal réitère son appel pour la tenue d'une Conférence des bailleurs pour appuyer les efforts courageux de stabilisation et de développement du peuple bissau guinéen.

Par contre la situation de la République de Guinée me semble plus préoccupante. Ce pays mérite toute notre attention car il peut, d'un moment à l'autre, basculer dans la violence.

Mme Elen Sirleaf Johnson, Président du Libéria et moi, en notre qualité de voisins de bonne volonté, avons été à Conakry il y a juste deux semaines.

J'en ai fait rapport à l'Union africaine en insistant sur la nécessité d'une présence constante sur place et d'un dialogue avec toutes les parties prenantes, y compris les militaires.

C'est le seul moyen à mon sens d'aider au retour de l'ordre constitutionnel.

### **Mesdames et Messieurs,**

L'idéal de paix, raison d'être principale de notre Organisation, reste encore sérieusement menacé par des extrémismes de tous bords, nourris et entretenus par l'ignorance, la méfiance et la manipulation du fait religieux.

Le besoin de dialogue entre les cultures et les civilisations n'en est que plus urgent.

Le défi aujourd'hui, en particulier pour les trois religions révélées qui partagent le même Dieu, est de bâtir, sur ce socle monothéiste commun, un pont de fraternité qui nous rapproche pour que nous apprenions à nouveau à vivre ensemble, par le partage de nos valeurs communes et le respect de nos différences.

En ma qualité de Président en exercice de l'OCI, je redis une fois de plus l'attachement de la Oummah islamique au dialogue pour la compréhension mutuelle et la coexistence pacifique des peuples.

Il en est ainsi parce que dans sa lettre et son esprit, l'Islam se veut une **religion du juste milieu** qui enseigne, en toute chose, le savoir, la modération, le sens de la mesure et le respect de la liberté de culte.

Convenons alors, de part et d'autre, d'un effort d'apprentissage pour mieux nous comprendre, vaincre la méfiance et combattre les idées obscurantistes, source de tensions et d'affrontements.

Une humanité paisible au 21<sup>e</sup> siècle sera celle où tous les peuples jouiront d'une égale dignité d'existence.

C'est dans cet esprit que le Sénégal abritera du 1<sup>er</sup> au 15 novembre 2010 le Troisième Festival Mondial des Arts Nègres.

Ce rendez vous artistique et intellectuel, dont le Brésil est l'invité d'honneur, donnera l'occasion, pour l'Afrique et sa Diaspora, de célébrer les valeurs de culture et de civilisation du monde noir.

C'est pour nous une manière de lutter contre les préjugés qui hantent encore certains esprits malicieux et alimentent le renouveau des thèses révisionnistes.

L'Afrique est prête à relever les défis du 21<sup>e</sup> siècle dans un esprit d'ouverture et de dialogue avec tous les peuples, pour un monde de paix et de fraternité humaine.

Je vous remercie de votre aimable attention.